TÊTE
À
TÊTE
avec
Christian Bruel

S' intéresser à l'Europe, comme nous le faisons dans le dossier de ce numéro, n'exclut pas, bien au contraire, les questions sur la situation actuelle et l'avenir de l'édition française. Nous avons demandé à Christian Bruel de nous donner son point de vue, en tant que président du groupe Jeunesse du Syndicat National de l'Édition.

Françoise Ballanger : *Christian Bruel, vous êtes depuis octobre 1992, le président du groupe Jeunesse du Syndicat National de l'Édition. À quoi sert ce syndicat ?*

Christian Bruel : Le S.N.E. est un groupe professionnel qui assure la défense et la promotion des livres et représente les éditeurs. Chaque maison d'édition, adhère à un ou plusieurs groupes (droit, jeunesse, sciences humaines, art, littérature, etc.) selon les genres de livres qu'elle publie. Chaque éditeur peut aussi être représenté au sein des commissions inter-groupes (communication, juridique, distribution, etc.). La quasi-totalité des éditeurs adhérents ayant une production jeunesse est membre du groupe Jeunesse. Nous représentons une trentaine de maisons. Ce groupe est redevenu, il faut le souligner, un groupe homogène, actif, confraternel et amical. Les tensions passées, nées du changement d'équilibre entre les éditeurs, dits « de marché » (bien que le clivage n'ait pas été exactement sur ce critère, loin de là) et ceux qui sont plutôt tournés vers la création, devenus majoritaires, relevaient du malentendu et n'existent plus.

Claude-Anne Parmegiani : *Quelle est la composition de votre bureau ?*

C.B. : Notre vice-présidente est Catherine Scob, directrice de Rageot-Editeur, le bureau comprend trois conseillers : Béatrice Valentin (Bayard), François Faucher (Père Castor-Flammarion), Jean-Michel Coblence (Casterman) et je suis l'éditeur du Sourire qui mord. Nous réunissons souvent des « bureaux élargis » où les confrères, qu'ils appartiennent aux petites maisons ou à des grands groupes éditoriaux, s'associent volontiers à la préparation des dossiers importants proposés au groupe.

F.B. : *Quels sont vos objectifs prioritaires ?*

C.B. : L'essentiel est de pouvoir mener des actions efficaces en cohérence avec le programme sur lequel nous avons été élus. Comme notre groupe n'a, fort heureusement, aucun pouvoir coercitif, ni capacité à s'ingérer dans la politique des maisons adhérentes, chaque opération nécessite un consensus large. Ainsi par exemple,

la campagne de rencontres inter-professionnelles que nous menons en partenariat avec les Centres Régionaux du Livre (Rhône-Alpes en juin 93, Aquitaine en janvier 94, Champagne-Ardenne en février, Midi-Pyrénées en juin) n'a de sens que parce que nous pouvons garantir aux libraires, aux bibliothécaires, aux responsables de l'Éducation nationale et aux divers médiateurs du livre de jeunesse qu'ils rencontreront à cette occasion la totalité des responsables des maisons et que les conférences et les tables rondes seront des temps véritables d'information et d'échange. Le thème même de ces rencontres, « Coût, valeur et prix du livre de jeunesse », la campagne « Les jeunes lectures durent toujours », insistant sur les enjeux et la nécessité d'une véritable culture du livre de jeunesse en France, le concours « Voyage au cœur des livres », les initiatives montées en partenariat avec le Ministère de la culture et de la francophonie, avec celui de l'Éducation ou avec la Ville de Paris, tout cela n'a de sens et ne peut avoir lieu qu'avec l'adhésion et l'enthousiasme de chaque maison membre du Groupe Jeunesse.

C.A.P. : *Un éditeur comme Hemma fait-il partie du Syndicat ?*

C.B. : Non. Il n'a pas souhaité adhérer au S.N.E. D'autres sont dans ce cas. Et manquent aussi les maisons qui souhaiteraient adhérer mais ne le peuvent pas parce qu'elles sont des collections au sein de maisons adhérentes et que le principe « une voix, une maison » est intangible. D'autres encore parce qu'elles appartiennent à des éditeurs étrangers. Du strict point de vue syndical, l'absence d'éditeurs qui ont des pratiques spécifiques, comme la diffusion exclusive en grandes surfaces, est probablement un manque. Il faut savoir qu'il se vend deux fois plus de livres de jeunesse en hyper et super marchés qu'en librairie. Si certains des livres sont calibrés pour la grande distribution, d'autres se trouvent également en librairie et l'extension de cette seconde catégorie mérite examen. Certaines chaînes de grandes surfaces ont une politique « livre » très offensive. Les unes subventionnent des Salons du livre, elles diffusent des sélections de livres de jeunesse en association avec des magazines à grand tirage, d'autres organisent des jurys d'enfants et, tout récemment un grand distributeur français, s'est lancé dans l'édition de livres (de jeunesse et pour adultes) à petits prix sous sa marque. Je trouve un peu fort que 113 magasins proposent d'un coup 41 titres du domaine public entre 8 et 25 francs au risque d'annuler dans l'esprit du public le simple fait qu'un vrai livre a un coût, que tous les auteurs de livres pour la jeunesse exercent, quand ils le peuvent, un autre métier pour vivre et que sans la création, sans le flux continu de nouveaux livres, il n'y a pas de patrimoine. Plus généralement

TÊTE À TÊTE

*avec
Christian Bruel*

cette pseudo-course à la baisse du prix des livres est une supercherie, l'exploitation démagogique d'une crise du *vouloir* d'achat. Encore un mot sur la vente en hypermarché. Le chiffre d'affaires « livre » représente environ 1 % du chiffre d'affaires global de la grande distribution. C'est dire combien, quelle que soit leur politique « culturelle » du moment, ces chaînes sont en mesure de dicter leurs conditions commerciales. Elles peuvent sans dommage se passer complètement d'une partie de la production, n'en plus suivre brusquement une autre au risque de la mettre, d'un coup, en danger de mort, se substituer aux éditeurs en publiant sous leur label... ou fermer le rayon. Seule une véritable capillarité du réseau des librairies peut contrebalancer cette position.

F.B. : *Quelles sont vos relations avec les éditeurs des autres pays ?*

C.B. : Jusqu'à présent, le groupe a préféré concentrer son effort sur le territoire national. D'autre part, il existe un organisme, France-Édition, dont c'est l'une des missions de représenter l'édition française de par le monde et de faciliter de telles relations. Chaque maison peut y adhérer. France-Édition a une section jeunesse présidée par Jacques Binzstok (Seuil Jeunesse) qui est par ailleurs membre de notre groupe. Enfin, au sein même du Syndicat, existe une commission « export » inter-groupes. Nous n'avons pas cru devoir créer une structure de plus.

F.B. : *Priorité donc au travail avec les partenaires de la chaîne du livre.*

C.B. : Oui, car il nous semble qu'il y a actuellement une convergence des dispositifs qui menacent le livre de jeunesse.

Je voudrais en évoquer au moins trois. Commençons par les modifications survenues dans la formation des bibliothécaires. La suppression du CAFB, la disparition des spécialités (jeunesse en particulier), le système de formation post-recrutement, la délégation des formations à des organismes sans que les crédits correspondants soient alloués, des diplômés à valeurs inégales, etc. tout cela nous inquiète et nous révolte. Quand 70 % des inscrits d'une bibliothèque municipale en banlieue parisienne sont des jeunes, quand on sait que les jeunes lectures fondent durablement le rapport à la chose imprimée, on ne peut accepter que la formation des personnels qui auront la charge de la lecture publique soit à ce point désagrégée.

J'en viens à la seconde menace. Une directive européenne propose que soit institué un prêt payant en bibliothèque en juillet 1994. Il est vrai que les auteurs et les éditeurs sont fondés à demander que l'assiette des droits de propriété intellectuelle soit désormais le

nombre d'accès effectifs à l'œuvre protégée et non plus les seules ventes. C'est déjà le cas pour la musique par exemple, et cela deviendra la règle pour les œuvres multi-média. Mais cette nouvelle assiette des droits ne saurait se traduire automatiquement en prêt payant assumé par l'utilisateur, singulièrement si cet usager est un enfant. Si la lecture est autre chose qu'un supplément d'âme ou qu'un luxe dont l'accès pourrait être réservé à ceux qui en ont les moyens, si la lecture partagée est une des bases de la démocratie, c'est bien à l'État (et non aux collectivités locales comme certains l'avancent) d'assumer, en amont du prêt (système américain) ou en aval (système anglais) le coût des droits générés par la circulation d'un ouvrage en lecture publique. Sinon, supprimons l'école gratuite, sur la lancée.

Enfin, puisque j'évoque l'école, on peut difficilement admettre qu'il soit possible de traverser toute une scolarité sans jamais rencontrer un enseignement sur la littérature de jeunesse. Du temps des Écoles Normales, nous étions souvent associés, éditeurs, auteurs et spécialistes du livre de jeunesse à des actions de formation initiale ou à des stages de formation continuée. Désormais, de l'aveu même des professeurs d'IUFM, cette formation est raréfiée, presque clandestine. Et où se forment actuellement les formateurs de demain ? Combien d'étudiants et de chercheurs sont encouragés à préparer des mémoires et des thèses en ce domaine ? Quels sont les enfants qui ont été conduits à adopter une attitude auto-réflexive, à examiner leurs itinéraires individuels de lecteurs, à s'intéresser à ce qui s'est joué lors de ces lectures décisives ?

C.A.P. : *La majorité des livres de jeunesse paraissent entre septembre et décembre, que pensez-vous de ce rythme saisonnier de publication ?*

C.B. : La production pour la jeunesse est un secteur bien particulier de l'édition. Il y a un ensemble de pratiques et d'habitudes professionnelles qui tiennent à cette spécificité. Voilà une production qui ne peut acheter de publicité dans les grands médias, qui ne bénéficie pratiquement pas des grandes émissions littéraires télévisées, qui reste dans la tête de la grande majorité des adultes associée à la vacance intellectuelle et à des produits plus ou moins interchangeables, qui doivent réussir l'exploit d'être à la fois prestigieux (cadeau oblige) et bon marché ! près de 60 % des livres de jeunesse sont achetés dans le dernier trimestre de l'année civile ! Pourtant les enfants, les jeunes lisent en dehors de la période des fêtes ! Mais le tissu social feint de l'ignorer... Dès 1995, notre groupe lancera, les quinze premiers jours de juin, chaque année, une quinzaine natio-

TÊTE À TÊTE

avec
Christian Bruel

nale du livre de jeunesse, visant à dépoliariser ou au moins à bipolariser les ventes... et du même coup, le rythme de production.

C.A.P. : *Ne serait-il pas souhaitable de trouver un équivalent des livres de prix ?*

C.B. : Depuis cinq ans, l'Éducation nationale dote les BCD de sélections d'une centaine de livres de jeunesse, en association avec les libraires. Avec des bonheurs divers faite souvent d'une formation associée des maîtres. Mais l'effort existe. Cette année l'opération prendra une forme légèrement différente : quarante départements seront équipés en fonction des projets présentés par les écoles. Quant à la remise systématique de livres à chaque élève, une sorte de nouvelle distribution des prix qui ne soit pas basée sur le mérite, un véritable cadeau culturel qui pourrait d'ailleurs trouver place en début d'année scolaire, en guise de bienvenue dans le monde des savoirs et des apprentissages, elle existe, ici ou là, dans certaines écoles du premier cycle ou à l'échelle d'un département. Le Val-de-Marne, par exemple, remet un livre comme cadeau de naissance à chaque nouveau-né. Les éditeurs de jeunesse ne peuvent que se féliciter de telles initiatives, qui sont souvent l'unique occasion de voir des livres de jeunesse de qualité entrer dans certaines familles. Nous espérons pouvoir sensibiliser les élus. C'est un long travail.

C.A.P. : *J'ai l'impression que la bibliothèque est une étape intermédiaire. Le livre emprunté entre certes à la maison. Mais posséder un livre, l'avoir à demeure comme un objet familial, est une pratique qui se raréfie. Le groupe Jeunesse du S.N.E. peut-il faire en sorte qu'il soit renoué avec de telles pratiques ?*

C.B. : Notre combat à tous pour une lecture publique de qualité et pour un accès aux livres de jeunesse à l'école, cette bataille légitime a un revers. Notre société finit par considérer que le livre doit être gratuit et que de toute façon, il est trop cher. Certaines enquêtes tendent actuellement à montrer qu'il se prête plus de livres qu'il ne s'en vend et que ce phénomène, associé au « photocopillage », serait en train de tuer des catégories entières de livres, dont la baisse tendancielle des tirages et la nécessaire montée des prix de vente automatiquement liée, préfigurerait le sort de toute l'édition de livres. Je crois que nous devons responsabiliser les lecteurs : le livre a un coût et il a une valeur. Créer les conditions d'un accès démocratique et égalitaire à la lecture ne revient pas à créer des générations de lecteurs assistés. Producteurs d'objets culturels, nous devons les vendre pour qu'ils puissent continuer d'exister. Mais ne nous trompons pas de combat : nos ventes ne progresseraient pas magique-

ment si les gosses n'allaient plus à la bibliothèque parce qu'y emprunter un seul livre coûterait cinq francs ! Ou si des bibliothécaires appliquaient des lois de rentabilité à leur politique d'acquisition en n'achetant que des livres qui risquent de « tourner » facilement et font marcher la caisse... Par contre, les acheteurs se précipiteront vers les librairies si le chômage diminue, si l'angoisse sociale s'apaise, si le livre bénéficie d'une loi-cadre et non plus d'une série de mesures parceliaires, si les bibliothécaires ont les moyens d'aimer encore leur métier, si l'école s'appuie sur des lectures non-obligatoires qui ne soient pas les seuls classiques et si les éditeurs savent résister aux sirènes de la facilité et de l'audimat.

F.B. : *Comment évolue l'édition pour la jeunesse, à votre avis ?*

C.B. : Quelques chiffres : notre production représentait l'an dernier 1.163 millions de francs, soit 8,9 % du chiffre d'affaire national de l'édition. Le tirage moyen s'est stabilisé à 9756 exemplaires (alors qu'il baissait régulièrement depuis des années). Il s'est vendu un peu plus de 50 millions de livres pour la jeunesse en 1992.

Grand succès des livres en format de poche (près du tiers de la production), essor du documentaire et des livres à propos de l'art, intérêt soutenu pour les lectures des tout-petits, renouveau du romanque, les grandes tendances de la créativité du livre de jeunesse français sont manifestes. Quant aux structures de la profession, le phénomène des concentrations est ralenti. Une maison de taille moyenne, Scandéditions (qui publie, en jeunesse les livres de La Farandole) est actuellement en grandes difficultés. Il est grave qu'un espace de création disparaisse dans des conditions qui, de plus, risquent d'entamer la confiance qui règne entre auteurs et éditeurs.

F.B. : *Où en sont les petits éditeurs ?*

C.B. : Les éditeurs de taille modeste se sont presque tous resserrés dans ce que la Direction du livre à la fin des années 80, appelait l'archipelisation autour des maisons de grande taille. Les modalités de ce resserrement sont diverses : accords de diffusion-distribution, services de fabrication communs, holdings, etc. Quelques maisons nées ces dernières années maintiennent cependant une position de « cavalier seul ». L'important est que puisse continuer d'exister, sous les formes les plus diverses, le plus grand nombre d'espaces de création. C'est désormais notoire, l'édition française pour la jeunesse est l'une des meilleures du monde. Il suffit d'examiner les palmarès de la foire de Bologne depuis quelques années... ou la balance des ventes et achats de droits : la réputation de la France, y compris dans le domaine des documentaires, n'est plus à faire. Cet essor du

TÊTE À TÊTE

*avec
Christian Bruel*

documentaire, en France, est concomitant avec l'évolution du discours dominant sur la lecture. L'attention portée sur le texte et la littérature, héritière de celle qui interrogeait les contenus sur le plan idéologique dans les années 70, s'est partiellement transformée en recherche d'un bon placement pédagogique : apprendre, si possible sans s'en rendre compte. Sous-jacente, perdue l'idée d'une neutralité du savoir et d'une vocation nécessairement universelle des connaissances produites par un type de rapport au monde. L'évolution des technologies d'impression et de reliure d'une part, l'importation de stratégies cognitives venues d'autres supports (le butinage induit par la télécommande, par exemple) d'autre part, l'inventivité enfin, et l'opiniâtreté conquérante de confrères ont amplifié le phénomène. L'autre tendance repérable est le développement du livre de poche destiné à la jeunesse. L'arrivée récente (je pense à Presses-Pocket) sur ce créneau de nouveaux gros bataillons et d'investissements lourds est un signe de santé du secteur. L'album reste un creuset de talents et d'œuvres fortes mais il pâtit nécessairement un peu des engouements pour le poche et le documentaire. En période de difficultés économiques, les seuils psychologiques, 50 et 100 francs sont difficilement franchis. Le public, qui accuse volontiers les livres d'être « trop » chers, sans discernement, ne cherche pas à comparer les coûts. Et ce même public ignore tout des tirages. D'où la nécessité impérieuse d'expliquer, inlassablement, et d'insister sur les nuances qu'il y a entre pouvoir d'achat et pouvoir d'achat culturel.

C.A.P. : Dans nombre de cas, il y a publication sous une forme reliée ou toilée et une autre sous une forme apparentée au poche, plus souple, plus petite...

C.B. : Vous avez raison d'insister sur la chronologie des deux formes d'édition : la seconde suppose la préexistence de la première ; le destin d'un album est le plus souvent assuré dans sa version reliée. L'éditeur, dans le meilleur des cas, réimprime plusieurs fois puis l'album est publié dans une collection à couverture souple, à un format généralement réduit, avec selon les cas, une mise en pages conservée ou modifiée en fonction des contraintes de la collection. L'idéal étant bien sûr que la version souple soit la plus conforme possible à l'édition reliée... et que les deux éditions coexistent ! Mais j'insiste, l'édition reliée est paradoxalement (car c'est la plus coûteuse à réaliser), celle qui assurera le destin du livre.

Il y a une évolution parallèle du marché et des sensibilités du lectorat : le succès de ce qu'on nomme les livres-journaux, celui des collections de poche, sont autant de signes d'une accélération, d'une boulimie de l'époque. Vite, beaucoup et pas cher. Personnellement,

je n'y trouve pas mon compte. Je ne plaide pas pour du lent, parcimonieux et hors de prix, mais pour que subsiste la possibilité qu'existent des œuvres à publics a priori restreints, voire inexistantes. La noblesse d'une création est aussi de savoir s'inventer des destinataires. Rôle capital encore des médiateurs et des libraires dans cette quête. Qu'un tissu social s'interroge un peu plus sur ce qui se joue entre lui, l'œuvre et le lecteur. Car enfin, pourquoi lisons-nous de la littérature, par exemple ? Pourquoi croyons-nous essentiel que des enfants en lisent ? N'est-ce pas, entre autres choses, pour cette irremplaçable fréquentation des personnages, figures des possibles humains, pour le partage, sans le risque de vivre, des points de vue sur des mondes repensés selon les contraintes du texte et de l'image ?

C.A.P. : *Chaque année, il meurt beaucoup plus de librairies qu'il ne s'en crée. Que peuvent faire les éditeurs ?*

C.B. : Des bons livres... le faire mieux savoir... et contribuer à la formation de nouveaux lecteurs !... Par ailleurs, les organisations de libraires et le S.N.E. se concertent en permanence sur de nombreux dossiers interprofessionnels : les remises, l'office, le respect de la loi sur le prix unique, etc. Des éditeurs ont créé l'A.D.E.L.C., un fonds de soutien au développement et à la création de librairies. Ils y consacrent une part de leur chiffre d'affaire. Mais il faut être prudent : l'aide au bail pour l'installation d'un libraire dans une zone de chalandise, par exemple, ne doit pas tuer les autres libraires en créant les conditions d'une concurrence déloyale. Croyez bien que nous sommes sensibles à la situation de la librairie. Tout n'est pas noir, loin de là. Nous notons que les rayons « jeunesse » grandissent dans les grandes librairies générales, que les « grandes surfaces multi-médias » multiplient les initiatives et que l'Association des libraires spécialisés compte une cinquantaine d'adhérents dont certains augmentent leurs surfaces de vente comme « Comptines » à Bordeaux et « Le préau » à Metz. Reste que nous avons, professionnels et lecteurs, besoin d'un plus grand nombre de points de vente de qualité. Une des manières de renforcer la chaîne fragile du livre pourrait être d'associer systématiquement bibliothèque et librairie lors des constructions pour que se créent des pôles de l'imprimé où vente et prêt seraient les deux faces manifestes de la circulation du livre.

Pour conclure, je dirai que si l'édition et la librairie sont des secteurs à faible rentabilité économique, je trouve encourageant qu'ils suscitent toujours l'engagement de passionnés qui ont décidé de ne savoir compter... que de temps en temps. Comme l'écrit Paul Valéry, « Aimer, c'est manquer de... » !